



Institut
EGA



OBSERVATOIRE
FRANÇAIS
DE L'OTAN

Vers un Canada plus arctique et plus européen : la réponse stratégique canadienne à la fragmentation de l'Occident

Dr. Laurent Borzillo

ENAP / CCEAE (UdeM)

Cette recherche a été rendue possible par une subvention Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines au projet « The Reconfiguration of Canada-Europe Relations after Brexit » piloté par Achim Hurrelmann, Petra Dolata, Patrick Leblond et Frédéric Mérand.

18 août 2025

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Comment citer cette publication :

Laurent Borzillo, *Vers un Canada plus arctique et plus européen : la réponse stratégique canadienne à la fragmentation de l'Occident*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 18 août 2025.

SOMMAIRE

Introduction	2
Un recentrage stratégique nécessaire : l'Arctique au cœur des menaces et des recalibrages canadiens	3
<i>Un arctique sous tension et une souveraineté canadienne fragilisée</i>	3
Des rivaux attendus aux alliés ambigus : la souveraineté canadienne sous pression.....	4
Explorer de nouvelles voies : les options tangibles pour renforcer l'ancrage euro-arctique du Canada	7
<i>Le dépôt de candidature auprès de l'Union européenne</i>	7
<i>S'arrimer aux formats nordiques de sécurité</i>	8
Conclusion.....	10
Bibliographie	11

Introduction

Le Canada, futur 51^e État fédéré des États-Unis ou futur 28^e État membre de l'Union européenne ? Une telle interrogation aurait paru complètement surréaliste quelques mois plus tôt. Dans les faits, celle-ci le demeure d'une certaine manière, mais il convient de ne pas oublier le précédent du Brexit où ne serait-ce que 18 à 36 mois plus tôt, aucun analyste n'aurait sérieusement envisagé une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ceci étant, à l'ère de la seconde (voire deuxième seulement¹) administration trumpiste, la position canadienne n'est plus ce qu'elle était au sein de l'espace euratlantique, compte tenu des foudrues trumpiennes relatives aux relations transatlantiques en général, ainsi que surtout de ses attaques régulières oscillant supposément entre l'ironie et le sarcasme visant la souveraineté canadienne². Longtemps considéré comme l'un des pays les plus sûrs au monde sur le plan géopolitique car protégé au sud par une alliance étroite avec la première puissance mondiale et au nord par un espace arctique historiquement infranchissable, le Canada voit aujourd'hui cet équilibre profondément remis en question. L'image d'un pays à l'abri des grandes turbulences internationales s'effrite, laissant place à une réalité stratégique nettement plus incertaine. Comme l'a récemment souligné Kim Richard Nossal dans *Canada Alone: Navigating the Post-American World* (Nossal, 2023), Ottawa se retrouve désormais dans une posture de vulnérabilité inédite, confrontée à une dégradation rapide de son environnement sécuritaire.

Dans ce contexte mouvant, deux axes majeurs semblent structurer l'évolution récente de la politique étrangère et de défense du Canada sous les récents gouvernements libéraux :

- d'une part, une réaffirmation de la souveraineté canadienne en Arctique, avec un recentrage stratégique sur les territoires nordiques face aux convoitises croissantes ;
- d'autre part, un rapprochement accru avec les puissances européennes et l'Union européenne, perçus comme des partenaires de plus en plus essentiels dans un ordre international instable.

Ces évolutions marquent une inflexion notable par rapport à certaines visions présentes au sein de la politique étrangère canadienne des dernières années, souvent centrées sur une appartenance (Haglund, 2005) revendiquée à la « famille anglo-saxonne » (Jiang et al. 2024) et une priorité accordée (Fondation Asie Pacifique du Canada, 2020) au Pacifique (Hernandez-Roy et al., 2023). Nombre d'analystes canadiens (Vucetic, 2011; Roberts, 2020) ont longtemps insisté sur l'importance stratégique des alliances avec les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande — notamment à travers le dispositif des *Five Eyes* (Fortier, 2021) —, ainsi que sur la nécessité d'un engagement accru dans la région Asie-Pacifique, en cohérence avec le pivot stratégique amorcé par Washington vis-à-vis de Beijing. Dans cette perspective, maintenir un alignement étroit avec les orientations américaines apparaissait comme un impératif de réalisme géopolitique.

¹ Une abrogation du 22^e amendement (limitant le nombre de mandats pour un individu à la présidence à deux) ne pouvant être entièrement exclue avec cette administration, sans même compter une victoire en novembre 2028 d'un diadoque trumpiste.

² Cf. les propos récurrents (Crêtes, 2024) du président américain rabaissant le Premier ministre canadien Justin Trudeau au titre de gouverneur, soit celui du détenteur du pouvoir exécutif au sein d'un État fédéré aux États-Unis.

Mais le contexte international actuel, marqué par la fragmentation des alliances traditionnelles, la multipolarité montante et les tensions croissantes en Arctique, plaide en faveur d'un rééquilibrage stratégique. L'ouverture vers l'Europe et la consolidation de la posture canadienne dans le Nord ne relèvent donc pas d'un choix marginal ou idéologique : elles s'inscrivent dans une logique de préservation des intérêts fondamentaux du Canada. Ces réorientations ne surgissent toutefois pas *ex nihilo*. Bien qu'elles prennent un relief nouveau dans le contexte présent, elles s'inscrivent aussi dans une série d'initiatives en œuvre depuis plusieurs mois. Il existe en outre des précédents en la matière, concernant l'orientation pro-européenne ou la focalisation sur l'Arctique canadien.

C'est dans cette perspective qu'il convient d'interroger la nature et la portée de ce tournant stratégique canadien. Cette étude s'organise en deux grandes parties. La première revient sur les causes et les dynamiques d'un double recentrage de la politique étrangère canadienne, vers l'Arctique et vers l'Europe, en l'inscrivant à la fois dans l'évolution récente de l'environnement stratégique international et dans une série de continuités historiques propres à Ottawa. Elle met en lumière la montée des menaces pesant sur la souveraineté canadienne dans le Nord, les ambiguïtés croissantes des alliances existantes, et la réponse progressive formulée par le gouvernement canadien. La seconde partie propose un ensemble de pistes concrètes pour approfondir, structurer et institutionnaliser ce repositionnement stratégique, dans une optique de court et moyen terme. Qu'il s'agisse de renforcer l'autonomie canadienne en matière de défense dans l'Arctique ou de s'arrimer davantage aux formats européens de coopération sécuritaire, plusieurs voies d'action sont envisageables pour faire du Canada un acteur euro-arctique à part entière.

Un recentrage stratégique nécessaire : l'Arctique au cœur des menaces et des recalibrages canadiens

Alors que les principales menaces pesant sur le Canada relevaient jusqu'ici de crises lointaines (Huebert, 2025) — de la guerre en Ukraine aux tensions en mer de Chine, en passant par les conflits au Moyen-Orient —, la situation stratégique a profondément évolué. Les risques se situent désormais bien plus près : abstraction faite des menaces voilées d'annexion américaines ou d'extension américaines dans le grand Nord (cf. projet d'achat du Groenland - La Presse canadienne, 2025) avant même le retour au pouvoir de Donald Trump, l'Arctique canadien était déjà un territoire soumis à plusieurs menaces. Ce vaste espace longtemps perçu comme une zone tampon inaccessible devient aujourd'hui un théâtre central de compétition stratégique, où la souveraineté canadienne est mise à l'épreuve de façon tangible, avec des répercussions concrètes sur les populations qui y vivent, notamment les communautés autochtones.

Un Arctique sous tension et une souveraineté canadienne fragilisée

La fonte accélérée des glaces rend progressivement accessibles des ressources considérables, exposant le Canada à un risque économique de pillage. D'après la Marine royale canadienne,

l'Arctique renfermerait 30 % des réserves mondiales non découvertes de gaz naturel et 13 % de celles de pétrole (Marine royale canadienne, 2023). Ces richesses ne se limitent toutefois pas aux seuls hydrocarbures : zinc, fer, étain, plomb, nickel, uranium, platine, diamants, terres rares et ressources halieutiques (en augmentation sous l'effet du réchauffement des océans) attirent de plus en plus l'attention d'acteurs étatiques et privés. Plusieurs nations, mais aussi des entreprises peu scrupuleuses, perçoivent déjà la région comme un eldorado à exploiter, alors que le Canada ne peut assurer seul une surveillance effective de l'ensemble de son territoire arctique.

Ce risque d'exploitation illégale des ressources s'accompagne d'atteintes croissantes à la souveraineté canadienne, particulièrement à mesure que se développent les perspectives économiques autour du Passage du Nord-Ouest (PNO). Si le trafic maritime reste encore limité, il est en constante progression, tiré par l'exploitation des ressources naturelles et les projets de création de hubs de transbordement (Laserra et Cyr, 2022). Dans ce contexte, le danger d'explosion d'activités de passage et d'extraction illégales est bien réel, qu'elles soient le fait d'acteurs étatiques ou privés.

Au-delà des enjeux juridiques, ces pratiques pourraient entraîner des catastrophes écologiques majeures, affectant directement l'environnement canadien et ses populations, notamment les communautés autochtones, déjà vulnérables. Cette déstabilisation sociétale affaiblirait encore davantage les capacités de surveillance du Canada, largement fondées sur les Rangers issus de ces communautés (Vullierme, 2019). L'ensemble de ces dynamiques fragilise *in fine* les revendications juridiques du Canada sur ses territoires terrestres, maritimes et sous-marins.

Plusieurs États, à commencer par les États-Unis, n'ont d'ailleurs jamais reconnu la souveraineté canadienne sur les eaux arctiques (Dittmann, 2009). Le risque d'une remise en cause, *de facto* comme *de jure*, de cette souveraineté est donc bien réel, en particulier si des violations répétées affaiblissent la position juridique d'Ottawa. Or, loin d'atténuer les menaces écologiques, environnementales ou sociétales, une telle évolution juridique les aggraverait très certainement.

Des rivaux attendus aux alliés ambigus : la souveraineté canadienne sous pression

La Russie et la Chine apparaissent, de manière attendue, comme les deux principaux acteurs susceptibles de fragiliser la souveraineté canadienne en Arctique. La Russie, puissance riveraine, mobilise historiquement une présence militaire et économique significative dans la région. En raison de ses propres intérêts dans la Route maritime du Nord (RMN), Moscou pourrait toutefois éviter de remettre frontalement en cause le statut juridique du Passage du Nord-Ouest (PNO), pour ne pas créer un précédent susceptible de se retourner contre elle. La Chine, en revanche, adopte une stratégie bien plus offensive. Bien qu'elle ne soit pas un État arctique, Pékin remet explicitement en question la vision canadienne de la gouvernance dans la région et cherche à promouvoir des enceintes internationales alternatives au Conseil de l'Arctique, dans lesquelles ses intérêts seraient mieux représentés.

Il serait cependant erroné de limiter ces remises en cause à la seule Chine ou à la seule Russie. D'autres acteurs, parfois inattendus, peuvent aussi contribuer à la contestation de la souveraineté canadienne. Certaines exploitations sauvages ou passages non autorisés pourraient

être le fait d'entreprises privées dont le lien avec les États est ténu, voire inexistant. À cela s'ajoutent les velléités croissantes de plusieurs puissances et organisations internationales, y compris des alliés traditionnels du Canada³. Si la Russie et la Chine concentrent l'attention en tant que rivaux géopolitiques directs dans l'Arctique, un autre acteur suscite désormais une forme croissante d'inquiétude : les États-Unis. Derrière une coopération officielle persistante, des tensions plus discrètes mais bien réelles tendent en effet à s'accumuler.

Deux dynamiques principales alimentent cette crispation croissante. La première tient à une perception stratégique profondément ancrée à Washington (Dickson et Hiltunen dir., 2021), selon laquelle l'Arctique constitue l'arrière-cour de l'Amérique du Nord, indépendamment de la souveraineté juridique formelle des États concernés. Dans cette perspective, l'État ou les États investis de cette souveraineté se doivent d'assurer pleinement la protection et la surveillance de l'espace ; à défaut, les États-Unis se réservent la prérogative d'intervenir ou de se substituer à eux, au nom de la sécurité du continent. La seconde source de tension découle d'une vision persistante du Canada comme un « *free rider* » en matière de défense, notamment dans le cadre de l'OTAN. La faiblesse chronique des investissements canadiens (Marchal, 2024) en matière de défense a contribué à alimenter une image de passivité stratégique aux yeux de Washington, sans même compter l'épisode du ballon chinois (Grammond, 2023) ayant traversé l'espace aérien canadien en 2023 sans déclencher de réaction immédiate.

- *Répondre à l'instabilité : la stratégie canadienne de réaffirmation et de diversification*

Au-delà des menaces déjà évoquées (pillage des ressources, ingérence d'acteurs privés, vulnérabilité structurelle des capacités canadiennes dans le Nord), les États-Unis eux-mêmes apparaissent désormais comme un facteur croissant d'instabilité pour la souveraineté canadienne en Arctique. Ces tensions, bien qu'encore larvées, pourraient se cristalliser autour de trois points. Le premier concerne le différend toujours non résolu en mer de Beaufort, une zone riche en hydrocarbures située entre le Yukon canadien et l'Alaska. À la fin de l'année 2023, les États-Unis ont officiellement déposé auprès des Nations unies une demande d'extension de leur plateau continental (La Presse canadienne, 2024a), incluant une large portion du fond marin que le Canada revendique également. Bien que ce désaccord soit jusqu'ici resté relativement discret, il pourrait être ravivé dans un contexte de tensions accrues ou de ruée vers les ressources. La deuxième source de friction majeure demeure le statut du Passage du Nord-Ouest (PNO). Les États-Unis ne reconnaissent pas la souveraineté canadienne pleine et entière sur cette voie maritime, la considérant comme un détroit international relevant de la liberté de navigation. Cette position (Delaney, 2019) est en outre plus ou moins partagée, de manière tacite, par la plupart des alliés du Canada au sein de l'OTAN, aucun d'entre eux ne soutenant officiellement l'interprétation juridique canadienne. Plus largement, la souveraineté canadienne sur l'Arctique repose essentiellement sur la coutume et le respect du droit international, en particulier sur la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM). Or, une administration américaine peu soucieuse des normes multilatérales (à l'image de ce qu'incarne la présidence Trump) pourrait choisir de ne plus respecter ces usages ou de les instrumentaliser au profit de ses propres intérêts stratégiques et économiques.

³ Pour rappel, ni l'Union européenne ni l'OTAN (et leurs membres par extension), malgré leurs liens historiques avec Ottawa, n'adoptent nécessairement une lecture convergente avec Ottawa sur l'Arctique canadien, et en particulier en ce qui a trait au PNO.

Dans un tel contexte, des scénarios de crise, bien que longtemps jugés improbables, deviennent concevables. L'épisode du ballon chinois de 2023 illustre la perception américaine d'un défaut de vigilance au nord. Un événement similaire, dans un environnement plus tendu, pourrait justifier une demande américaine d'implantation de bases militaires permanentes dans l'Arctique canadien, présentées comme une mesure de sécurité conjointe. Cette présence pourrait ensuite servir de levier pour contester la souveraineté effective d'Ottawa, notamment si les installations se trouvent à proximité du PNO, et susciter une revendication stratégique aussi complexe que celle relative au canal du Panama (Agence France-Presse, 2025a). Une telle évolution favoriserait inévitablement l'exploitation sauvage des ressources et affaiblirait les capacités de gouvernance canadienne dans le Nord.

Si Canada ne peut ni modifier sa géographie, ni rompre ses interdépendances économiques et sécuritaires avec les États-Unis, face aux menaces croissantes pesant sur sa souveraineté en Arctique, il dispose toutefois de marges de manœuvre qu'il a d'ailleurs commencé à mobiliser. La stratégie canadienne actuelle tend de plus en plus à s'articuler autour de deux axes complémentaires : un renforcement de la présence dans le Nord et un rapprochement stratégique avec l'Europe.

Ottawa cherche d'une part à renforcer concrètement ses capacités de surveillance et de projection dans l'Arctique, dans une logique de réaffirmation de souveraineté. Il s'agit de redevenir (ou de devenir pleinement) un acteur arctique à part entière, en assumant des responsabilités à la hauteur de ses ambitions. Ce mouvement (Lackenbauer, 2024) s'est traduit récemment par des investissements dans les infrastructures nordiques, la modernisation des capacités militaires et la relance d'un discours politique mettant l'Arctique au cœur de l'identité canadienne. Le gouvernement canadien développe d'autre part une politique de rapprochement active avec l'Europe. Plusieurs États européens (Norvège, Danemark, Islande, Royaume-Uni, France) sont eux-mêmes concernés par les enjeux arctiques ou de l'Atlantique Nord. Renforcer les liens avec ces pays permettrait au Canada de mieux faire valoir ses priorités au sein de l'OTAN, en s'adossant à des partenaires sensibles aux mêmes réalités stratégiques. Par ailleurs, l'Union européenne représente un levier diplomatique et économique majeur. À défaut d'une adhésion, la consolidation de liens économiques et politiques étroits avec Bruxelles et à terme, une reconnaissance explicite des revendications canadiennes sur le Passage du Nord-Ouest, pourrait renforcer la position d'Ottawa sur la scène internationale en élargissant le cercle de ses soutiens.

- *Une réorientation amorcée avant Trump : continuités stratégiques et précédents historiques*

Il serait toutefois réducteur d'attribuer uniquement au retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025 le recentrage stratégique du Canada vers l'Arctique et l'Europe. Cette double orientation s'inscrit en réalité dans une dynamique enclenchée dès 2022 sous les gouvernements libéraux, bien avant l'échéance présidentielle américaine. Le printemps 2024 a notamment marqué un jalon important avec la publication de la revue de politique de défense *Notre Nord, fort et libre* (Gouvernement du Canada, 2024a), qui plaçait clairement l'Arctique au cœur des priorités canadiennes. Une nouvelle stratégie arctique émise également produite (Gouvernement du Canada, 2022) au moment même où un pacte de collaboration sur les brise-glaces (La Presse canadienne, 2024b), était également conclu entre les États-Unis, la Finlande et le Canada. Côté transatlantique, la visite du roi Charles III (Thériault, 2025) au Canada au printemps 2025, précédée de celles de Mark Carney au Royaume-Uni et en France (Émond, 2025) en mars 2025, a illustré un tournant symbolique et diplomatique fort, tournant mis en

exergue lors du sommet UE-Canada de juin 2025 lors duquel un partenariat en matière de sécurité et de défense (Massoud, 2025) a été conclu entre les deux parties. Cette inflexion s'inscrit aussi dans une reconfiguration progressive du rôle du Canada au sein de l'OTAN. Longtemps réticent (Hawkin, 2019) à l'idée d'une implication de l'Alliance en Arctique, le Canada a commencé à infléchir sa position dès le second mandat de Justin Trudeau. Sur le plan bilatéral, les relations avec certains pays tels que l'Allemagne ou la France se sont également intensifiées au cours des mois précédant le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, amorçant déjà ce « tournant » arctique et européen du Canada.

Ces tendances récentes trouvent par ailleurs un écho, plus ou moins direct, dans des précédents historiques. Dans les années 1950 et 1960 (Jockel, 1987), au plus fort de la guerre froide, le Canada (Morton, 2010) avait engagé des investissements massifs dans la défense arctique et européenne : construction des lignes radar Pinetree, Mid-Canada et DEW, création des Rangers canadiens et déploiement de troupes en Allemagne dans le cadre de l'OTAN. Durant cette période, les dépenses de défense canadiennes atteignaient d'ailleurs une moyenne de 4,2 % du PIB, culminant à 7,2 % en 1953. D'autres tentatives de réorientation, moins suivies d'effets, méritent aussi d'être rappelées : sous Stephen Harper, un discours volontariste sur l'Arctique (Agence France-Presse, 2009) n'avait pas débouché sur des investissements à la hauteur ; et en 2003, au moment de l'intervention américaine en Irak, le Canada s'était aligné sur les positions franco-allemandes, alimentant un débat sur une possible « européanisation » de sa politique étrangère (David Haglund, 2005). Si l'ampleur de la réorientation actuelle et à venir est inédite compte tenu de l'incertitude générée par la Maison Blanche, elle ne constitue pas une rupture totale dans l'histoire canadienne : il existe en effet des précédents, dont un particulièrement manifeste au début de la guerre froide, lorsque le Canada s'engagea massivement en Arctique et en Europe en termes militaires.

Explorer de nouvelles voies : les options tangibles pour renforcer l'ancrage euro-arctique du Canada

Face à la recomposition rapide de son environnement stratégique, le Canada ne peut se contenter d'un positionnement réactif ou symbolique. Si les réorientations amorcées ces dernières années témoignent d'un tournant stratégique significatif, elles doivent désormais être consolidées, approfondies et institutionnalisées. Plusieurs voies concrètes, déjà esquissées ou encore à explorer, s'offrent ainsi à Ottawa pour traduire en actes sa volonté de devenir un acteur à part entière dans l'espace euro-arctique.

Le dépôt d'une candidature auprès de l'Union européenne

L'une des pistes les plus audacieuses, mais non moins structurantes, pour affermir le réancrage européen du Canada consisterait à envisager sérieusement, à défaut de l'opérationnaliser immédiatement, la possibilité d'une candidature à l'Union européenne. Bien que cette option ait longtemps relevé du domaine du symbolique ou du spéculatif, elle connaît un regain d'intérêt

(Gänzle, 2025) dans les milieux intellectuels et diplomatiques, comme en témoigne le débat récemment ouvert par Frédéric Mérand (Mérand, 2025). Celui-ci identifie plusieurs avantages notables : d'un point de vue géopolitique, une telle adhésion permettrait au Canada de s'arrimer plus solidement à un pôle normatif et institutionnel capable de contrebalancer l'influence américaine, tout en consolidant sa souveraineté économique à travers l'accès au marché unique, la protection de normes sociales et environnementales ambitieuses et une représentation politique à Bruxelles. Une telle adhésion consacrerait également le rôle du Canada comme pont transatlantique, non plus seulement culturel ou diplomatique, mais institutionnel. Toutefois, ce scénario comporte aussi des contraintes majeures, la plus importante étant l'adoption de l'acquis communautaire. Les transferts de compétences qu'impliquerait l'entrée dans une union politique pourraient susciter des résistances, en particulier dans l'Ouest canadien.

Toutefois, même en l'absence d'un projet d'adhésion formel, le dépôt d'une candidature pourrait constituer un geste fort, déclencheur d'un approfondissement rapide des coopérations sectorielles existantes. À l'image du processus d'adhésion de pays des Balkans ou du Partenariat oriental, une telle démarche pourrait donner lieu à une phase de convergence stratégique, sans nécessairement déboucher à court terme sur une intégration pleine et entière. Dans un contexte de fragmentation occidentale et de recomposition des alliances, l'hypothèse européenne du Canada mérite désormais d'être considérée comme un levier géopolitique.

Au-delà de l'Union européenne en tant qu'entité, le recentrage européen du Canada pourrait également s'opérer par un approfondissement ciblé des liens avec certains États membres clés ou avec des groupes régionaux à forte valeur stratégique. La France (Gouvernement du Canada, 2024b) et l'Allemagne (Gouvernement du Canada, 2023), en tant que moteurs de l'intégration européenne et acteurs majeurs de l'architecture de sécurité du continent, constituent des partenaires naturels. Leurs intérêts croissants dans l'Arctique et l'Atlantique Nord ouvrent la voie à des synergies accrues, notamment en matière de développement capacitaire et d'initiatives industrielles de défense. Les pays nordiques (Suède, Finlande, Norvège, Danemark, Islande), mais aussi la Lettonie (Syta, 2023) — cadre de l'engagement opérationnel canadien dans l'OTAN — et plus largement les États baltes, apparaissent tout aussi stratégiques. Dans ce contexte, une intégration progressive du Canada à certaines coopérations structurées de défense européennes, comme les groupements tactiques de l'UE (Borzillo, 2021), offrirait un cadre pertinent pour renforcer son ancrage opérationnel sans nécessiter une adhésion formelle à l'Union.

S'arrimer aux formats nordiques de sécurité

Parallèlement, si le dispositif des *Five Eyes* apparaît de plus en plus limité dans sa capacité à structurer l'action stratégique du Canada, un rapprochement renouvelé avec le Royaume-Uni dans le cadre d'une stratégie plus européenne prend tout son sens. Les récentes visites officielles de haut niveau (notamment celle du roi Charles au Canada) envoient des signaux clairs de revitalisation de cette relation. Sur le plan militaire, une option crédible de renforcement de l'interopérabilité consisterait à intégrer la *Joint Expeditionary Force* (JEF) (Moyer, 2024), une force de réaction rapide à forte composante nordique dirigée par le Royaume-Uni⁴. Conçue pour intervenir rapidement et de manière autonome en dehors du cadre formel de l'OTAN ou de l'UE, la JEF se distingue par sa flexibilité, sa capacité à répondre à des crises hybrides et

⁴ Créée en 2014, la JEF regroupe aujourd'hui dix États (Royaume-Uni, Danemark, Finlande, Suède, Norvège, Islande, Pays-Bas, Estonie, Lettonie et Lituanie).

son orientation clairement nordique. L'intégration du Canada à cette coalition, qui n'inclut pas les États-Unis, permettrait non seulement de renforcer son empreinte opérationnelle dans les zones sensibles du Grand Nord, mais aussi de s'arrimer à une communauté stratégique partageant des intérêts communs, sans dépendre exclusivement des mécanismes multilatéraux lourds. Ceci permettrait aussi de redonner du contenu à une relation canado-britannique redynamisée, non pas sur le seul héritage de la « communauté des nations » ou de l'histoire impériale, mais sur la base de convergences concrètes en matière de sécurité nordique et de stabilité régionale.

Une adhésion pleine à l'Union européenne demeurant peu probable à moyen terme, le Canada pourrait consolider sa stratégie de réancrage européen en approfondissant ses relations avec un noyau d'États partageant une posture géopolitique intermédiaire. Un rapprochement trilatéral renforcé avec l'Islande, la Norvège et le Royaume-Uni, trois pays en dehors de l'UE mais fortement intégrés au tissu euro-atlantique, constituerait une option structurante. Ces États, à l'instar de la Suisse et du Liechtenstein, sont liés par leur appartenance à l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui pourrait servir de modèle ou de socle pour des coopérations sectorielles renforcées avec Ottawa. Ce scénario permettrait en outre au Royaume-Uni de réaffirmer son rôle stratégique européen dans une dynamique post-Brexit (Hurrelmann, 2024), en se projetant aux côtés de partenaires (Hutton, 2025) partageant des priorités régionales similaires, notamment dans l'Arctique et l'Atlantique Nord.

Dans le prolongement de cette logique, le renforcement du rôle du Canada en Arctique pourrait lui offrir l'opportunité d'approfondir encore davantage ses liens avec les pays nordiques et baltes. Le Canada pourrait ainsi œuvrer à la création d'un groupe informel nordique de coordination au sein de l'OTAN sur le modèle du Bucarest 9 (Nagy, 2024), du groupe de Visegrád (Euractiv, 2013) ou du Triangle de Weimar (Koopman, 2016), afin d'harmoniser les positions et d'initier des projets conjoints avec les autres pays arctiques de l'OTAN (hors États-Unis). Par ailleurs, une intégration progressive à NORDEFCO (*Nordic Defence Cooperation*) (Dahl, 2021), qui réunit les cinq pays nordiques pour renforcer leur coopération militaire, leur interopérabilité et leurs capacités, représenterait une avancée significative. En rejoignant cette structure, le Canada affirmerait son rôle d'acteur euro-arctique à part entière, capable de dialoguer et de coopérer de manière approfondie avec les États les plus engagés sur ces théâtres. Cela lui permettrait également de sortir d'une posture défensive ou périphérique dans les enceintes multilatérales classiques, pour devenir un moteur stratégique dans la définition des priorités sécuritaires du flanc Nord de l'Alliance.

Conclusion

Le recentrage stratégique du Canada vers l'Arctique et l'Europe, amorcé déjà en amont avant du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, apparaît désormais non seulement rationnel, mais indispensable. Alors que les États-Unis semblent vaciller dans leur attachement aux valeurs libérales communes, comme en témoignent les propos de J.D. Vance à Munich (Le Figaro, 2025) ou le papier récent d'un conseiller du Département d'État sur les « civilisationnelles alliées » (Samson, 2025), le Canada a tout intérêt à réaffirmer son positionnement au sein de l'espace transatlantique et avec les autres membres de celui-ci. Cette approche ne constitue pour autant pas une nouveauté dans l'histoire canadienne mais est au contraire un retour à une posture jadis adoptée au début de la guerre froide : investir massivement dans sa défense, affirmer sa présence dans le Nord et s'ancrer fermement dans l'espace euro-atlantique. Une telle stratégie, déjà partiellement mise en œuvre, présente trois avantages majeurs :

- Elle renforce la souveraineté canadienne en Arctique, en permettant au pays de ne plus dépendre de la bonne volonté d'acteurs extérieurs, qu'ils soient alliés ou rivaux ;
- Elle donne du poids au Canada au sein de l'OTAN, en le positionnant comme contributeur actif à la sécurité collective dans le flanc Nord de l'Alliance ;
- Elle réduit enfin sa dépendance structurelle aux États-Unis, en élargissant sa base d'alliés proches en Europe, avec laquelle des synergies stratégiques sont de plus en plus évidentes.

Ce « tournant » stratégique repose cependant sur une augmentation significative du budget de la défense. Les engagements (Vieira, 2025) pris par le Premier ministre Mark Carney d'atteindre 2 % du PIB d'ici mars 2026, et jusqu'à 5 % (Agence France-Presse, 2025b) d'ici quelques années s'inscrivent dans une telle logique. Au-delà des avantages mentionnés pour Ottawa, cette stratégie pourrait marquer en outre un véritable retour du Canada sur la scène internationale. Le slogan « Canada is back » (Robertson, 2017), popularisé par Justin Trudeau, s'était jusqu'ici heurté à des réalités décevantes : un échec aux élections au Conseil de sécurité de l'ONU (Radio-Canada, 2020), un engagement marginal dans les opérations de paix (Von Hlatky et Massie, 2018) et une perte d'influence perceptible. Or, c'est précisément en combinant puissance militaire, ancrage arctique et arrimage européen que le Canada avait su, dans les années 1950–60, se hisser au rang d'acteur global, respecté et écouté (c'est d'ailleurs à cette époque qu'il avait été à l'origine, avec son ministre des Affaires étrangères Lester Pearson, des Casques bleus). En renouant avec cette logique, il n'est pas impossible qu'Ottawa puisse retrouver également une voix forte dans le concert des nations.

Bibliographie

Agence France-Presse. « Stephen Harper en tournée en Arctique » *La Presse*, 17 août 2009. <https://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/200908/17/01-893298-stephen-harper-en-tournee-en-arctique.php>

Agence France-Presse. « “ Une fois de plus, le président Trump ment “, assure le président panaméen » *La Presse*, 5 mars 2025a. <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/2025-03-05/restitution-du-canal-de-panama/une-fois-de-plus-le-president-trump-ment-assure-le-president-panameen.php#>

Agence France-Presse. « L'OTAN s'entend sur un seuil de 5 % du PIB consacré à la défense, sauf pour l'Espagne » *Radio-Canada*, 22 juin 2025b. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2174560/otan-accord-seuil-5-pib-defense-armee-espagne>

Borzillo, Laurent. « Quels partenaires choisir pour les groupements tactiques de l'Union européenne ? Analyse des politiques de défense française et allemande et de leurs choix d'alliance », *Revue stratégique des doctorants de l'Ihedn*, chapitre 8, 2018. <https://ctjc.wordpress.com/wp-content/uploads/2021/10/05-borzillo.pdf>

Forces armées canadiennes. *Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord de la Marine royale canadienne*. Ottawa : Ministère de la Défense nationale, 2023.

Crêtes, Mylène. « Donald Trump qualifie Justin Trudeau de gouverneur de l'État du Canada. » *La Presse*, 10 décembre 2024. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-12-10/boutade-sur-le-reseau-truth-social/donald-trump-qualifie-justin-trudeau-de-gouverneur-de-l-etat-du-canada.php>

Dahl, Ann-Sofie. « Back to the Future: Nordefco's First Decade and Prospects for the Next » *Scandinavian Journal of Military Studies* 4 (1) 2021: 172–182. <https://doi.org/10.31374/sjms.85>.

Delaney, Stephen. « The United States Must Work with China to Ensure Arctic Freedom of Navigation. » *Global Security Review*, 6 septembre 2021. <https://globalsecurityreview.com/united-states-must-work-china-ensure-arctic-freedom-navigation/>.

Dickson, Paul, et Anna-Kaisa Hiltunen, dir. *Security and Hybrid Threats in the Arctic: Challenges and Vulnerabilities of Securing the Transatlantic Arctic*. Helsinki : Hybrid CoE, décembre 2021. <https://www.hybridcoe.fi/wp-content/uploads/2021/12/20211217-Hybrid-CoE-Research-Report-4-Security-and-hybrid-threats-in-the-Arctic-WEB.pdf>.

Dittmann, LCP. « In Defence of Defence: Canadian Arctic Sovereignty and Security. » *Journal of Military and Strategic Studies* 11, no. 3 (2009).

Émond, Ariane. « Mark Carney reçoit l'appui d' "alliés souverains" en France et au Royaume-Uni » *Radio-Canada*, 17 mars 2025.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2148327/premier-ministre-mark-carney-voyage-europe-ukraine-g7>

Euractiv. « Visegrad countries to form joint military force » *Euractiv*, 8 mars 2013.

<https://www.euractiv.com/section/defence/news/visegrad-countries-to-form-joint-military-force/>

Gänzle, Stefan. « Why Canada should join the European Political Community, not the EU » *Policy Options*, 23 juin 2025.

https://policyoptions.irpp.org/magazines/june-2025/canada-eu/?utm_source=chatgpt.com

Grammond, Stéphanie. « Beaucoup plus grave qu'un ballon chinois », *La Presse*, 14 février, 2023. <https://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/2023-02-14/beaucoup-plus-grave-qu-un-ballon-chinois.php>

Gouvernement du Canada. *Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord*. Ottawa : Affaires du Nord Canada, 22 septembre 2022. <https://www.canada.ca/en/departement-national-defence/corporate/reports-publications/north-strong-free-2024.html>

Gouvernement du Canada. *Déclaration conjointe suite à la réunion 2023 du Groupe directeur de haut niveau Canada-Allemagne sur la coopération bilatérale*. Ottawa : Gouvernement du Canada, 8 juin 2023. <https://www.canada.ca/en/departement-national-defence/corporate/reports-publications/north-strong-free-2024.html>

Gouvernement du Canada. *Notre Nord, fort et libre : Une vision renouvelée pour la défense du Canada*. Ottawa : Ministère de la Défense nationale, 30 mai 2024a. <https://www.canada.ca/en/departement-national-defence/corporate/reports-publications/north-strong-free-2024.html>

Gouvernement du Canada. *Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité*. Ottawa : Affaires mondiales Canada, 26 septembre 2024b. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2024/09/declaration-canada-france-relative-a-un-partenariat-renforce-en-matiere-de-defense-et-de-securite.html>

Fondation Asie Pacifique du Canada. *Canada as a 21st Century Pacific Power: Toward 'Broad Diversification' in Asia*. Vancouver : Asia Pacific Foundation of Canada, February 5, 2020. [https://www.asiapacific.ca/sites/default/files/publication-pdf/canada as a 21st century pacific power web version 1.pdf](https://www.asiapacific.ca/sites/default/files/publication-pdf/canada%20as%20a%2021st%20century%20pacific%20power%20web%20version%201.pdf)

Fortier, Maxandre. « AUKUS : Un nouveau partenariat de l'anglosphère pour développer des capacités sous-marines nucléaires. » *Réseau d'analyse stratégique*, 21 septembre 2021. <https://ras-nsa.ca/fr/aukus-un-nouveau-partenariat-de-langlosphere-pour-developper-des-capacites-sous-marines-nucleaires/>

Haglund, David. « Canada and the Anglosphere: In, Out, or Indifferent? » *Policy Options*, février 2005.

Hawkin, Benjamin. « *A Slow Thaw: Canada's Evolving Arctic Defense Posture.* » *Policy Brief* n° 5-3, Centre for International and Defence Policy, 2019. https://www.queensu.ca/cidp/sites/cidpwww/files/uploaded_files/5-3%20Oct19_PB_Hawkin_web.pdf

Hernandez-Roy, Christopher, Vincent Rigby, et Henry Ziemer. « Canadian Membership in AUKUS: A Time for Action. » *Centre for Strategic and International Studies*, 2023.

Huebert, Rob. « Strategic Outlook 2025 » *CDA INSTITUTE*, 5 mars 2025. <https://cdainstitute.ca/wp-content/uploads/2025/03/Strategic-Outlook-2025.pdf>

Hurrelmann, Achim. « Brexit: A Critical Juncture for Canada's Transatlantic Relations? » *Canadian Journal of European and Russian Studies* 17 (1) 2024 : 4-25. <https://ojs.library.carleton.ca/index.php/CJERS/article/view/4445>

Hutton, Will. « Britain needn't be cowed by wrecking-ball Trump, it should seize opportunities in Europe, Canada and beyond » *The Guardian*, 6 avril 2025. https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/apr/06/britain-neednt-be-cowed-by-wrecking-ball-trump-it-should-seize-opportunities-in-europe-canada-and-beyond?utm_source=chatgpt.com

Jiang, Diya, Benjamin Toettoe et Richard Turcsanyi. « Allies at Heart? A Study of Ideational Continentalism in Canadians' Foreign Policy Attitudes. » *Canadian Journal of Political Science* 57, no. 3 (octobre 2024): 575–601.

Jockel, Joseph. *No Boundaries Upstairs: Canada, the United States, and the Origins of North American Air Defence, 1945-1958.* UBC Press, 1987.

Koopman, Martin. « L'Europe a besoin de Weimar. Perspectives du Triangle de Weimar en période de crise » *Institut français des relations internationales*, 4 octobre 2016. <https://www.ifri.org/fr/notes/leurope-besoin-de-weimar-perspectives-du-triangle-de-weimar-en-periode-de-crise>

Lackenbauer, P. Whitney. « Framing the Arctic Focus in Canada's April 2024 Defence Policy Update. » *Policy Primer*, North American and Arctic Defence and Security Network, décembre 2024.

La Presse canadienne. « Les richesses du Groenland que convoite Trump », *Radio-Canada*, 10 mars 2025. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2146968/groenland-trump-russie-chine-tension-interet>

La Presse canadienne. « Le Canada et les États-Unis vont négocier le différend sur la mer de Beaufort » *Regards sur l'Arctique*, 26 septembre, 2024a. <https://www.rcinet.ca/regard-sur-arctique/2024/09/26/le-canada-et-les-etats-unis-vont-negocier-le-differend-sur-la-mer-de-beaufort/>

La Presse canadienne. « Accord entre le Canada, la Finlande et les États-Unis pour produire des brise-glaces » *Regards sur l'Arctique*, 13 novembre 2024b. <https://www.rcinet.ca/regard-sur-arctique/2024/11/13/accord-entre-le-canada-la-finlande-et-les-etats-unis-pour-produire-des-brise-glaces/>

Lasserre, Frédéric, et Alexandra Cyr. « Geopolitics and Shipping Development in the Arctic. » *Ocean Yearbook* 36 (2022) : 416–439.

Le Figaro. « “ Écoutez ce que votre peuple vous dit ” : l'intégralité du discours de JD Vance aux Européens à Munich » *FigaroVox*, 19 février 2025. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/accueillez-ce-que-votre-peuple-vous-dit-l-integralite-du-discours-de-jd-vance-aux-europeens-a-munich-20250215>

Marchal, Mathias. « Le Canada subit encore les critiques américaines au Forum sur la sécurité internationale », *Radio-Canada*, 23 novembre, 2024. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2121952/halifax-forum-securite-internationale-arctique>

Massoud, Rania. « Le Canada et l'UE ont signé un partenariat en matière de sécurité et de défense » *Radio-Canada*, 23 juin 2025. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2174784/mark-carney-europe-securite-economique>

Mérand, Frédéric. «Voici comment le Canada peut se rapprocher davantage de l'Europe » *Policy Options*, 14 mars 2025. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/mars-2025/canada-adhesion-union-europeenne/>

Morton, Desmond. *Histoire militaire du Canada* 2e éd. Athena Editions, 2010.

Moyer, Jason C. « The UK-led Joint Expeditionary Force's Impact on Northern European Security » *Wilson Center*, 18 octobre 2024. <https://www.wilsoncenter.org/article/uk-led-joint-expeditionary-forces-impact-northern-european-security>

Nagy, Tomáš A. « The Bucharest Nine : Enhancing Security on NATO's Eastern Flank » *German Marshall Fund of the United States*, mars 2004.

<https://www.gmfus.org/sites/default/files/2024-03/The%20Bucharest%20Nine-%20Enhancing%20Security%20on%20NATO%E2%80%99s%20Eastern%20Flank.pdf>

Nossal, Kim Richard. *Canada Alone: Navigating the Post-American World*. Montréal : Dundurn Press, 2023.

Radio-Canada. « Le Canada échoue à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU » *Radio-Canada*, 17 juin 2020. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1712974/conseil-securite-echec-canada-norvege-irlande>

Roberts, Andrew. « It's Time to Revive the Anglosphere » *The Wallstreet Journal*, 8 août 2020. <https://www.wsj.com/articles/its-time-to-revive-the-anglosphere-11596859260>

Robertson, Colin. « “Canada is Back”: Justin Trudeau’s Foreign Policy » *Policy Magazine*, novembre/décembre 2017. <https://www.policymagazine.ca/pdf/29/PolicyMagazineNovemberDecember-2017-Robertson.pdf>

Samson, Samuel. « The Need for Civilizational Allies in Europe » *U.S. Department of State*, 27 mai 2025. <https://statedept.substack.com/p/the-need-for-civilizational-allies-in-europe>

Sytas, Andrius. « Canada pledges to double its troops for Latvia in NATO reinforcement » *Reuters*, 10 juillet 2010. <https://www.reuters.com/world/canada-latvia-sign-agreement-increase-troops-baltics-2023-07-10/>

Thériault, Jean-François. « Le roi Charles III prononcera le discours du Trône devant le Parlement, confirme Carney ». *Radio-Canada International*, 2 mai 2025. <https://ici.radio-canada.ca/rci/fr/nouvelle/2162331/mark-carney-charles-trois-roi-trone>

Vieira, Sandrine. « Mark Carney s’engage à investir 5% du PIB canadien en dépenses militaires » *Le Devoir*, 25 juin 2025. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/894586/mark-carney-promet-investir-5-pib-canadien-depenses-militaires>

Von Hlatky, Stéfanie et Justin Massie. « Ideology, ballots, and alliances: Canadian participation in multinational military operations » *Contemporary Security Policy* 40 (1) 2018 : 101–15.

Vucetic, Srdjan. *The Anglosphere: A Genealogy of a Racialized Identity in International Relations*. Stanford, CA : Stanford University Press, 2011.

Vullierme, Magali. « The Social Contribution of the Canadian Rangers: A Tool of Assimilation or Means of Agency? » *Journal of Military and Strategic Studies* 19, no. 2 (2018).



Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org